

LE MAROC SOCIAL 2030

Quatre chantiers de dignité pour
insuffler un Maroc social en 2030

RÉSUMÉ EXÉCUTIF



Oumaima Mhijir

CONTEXTE ET GENÈSE DU LIVRE

Le Maroc de 2025 présente un double visage. D'un côté, des infrastructures modernes témoignent d'un pays en marche : train à grande vitesse, ports performants, industrie automobile compétitive, pôle aéronautique en plein essor. De l'autre, des fractures sociales profondes menacent la cohésion nationale : 4,5 millions de jeunes sans emploi ni formation, un taux d'activité féminine parmi les plus faibles au monde (19,1%), un vieillissement démographique accéléré, et une confiance institutionnelle en déclin.

Ce livre blanc naît d'une urgence et d'une conviction. L'urgence, c'est celle d'une mère qui voit sa fille grandir dans un pays où l'on avance sans s'élever, où l'on construit sans inclure. La conviction, c'est celle d'une citoyenne engagée qui refuse la résignation et croit profondément que le Maroc possède les ressources humaines, institutionnelles et morales pour se ressaisir.

Le Maroc Social 2030 s'articule autour de quatre signaux d'alarme identifiés au cours des quatre dernières années, correspondant aux quatre années de vie de ma fille Amber :

- La fracture sociale qui élargit le fossé entre ceux qui ont beaucoup et ceux qui n'ont presque rien
- La jeunesse en déshérence, avec 4,5 millions de jeunes en situation de NEET qui se sentent invisibles
- Les femmes entravées, dont le potentiel reste bridé par des obstacles structurels et culturels
- Le vieillissement démographique qui met à nu l'effritement du premier filet social : la famille élargie

Ce livre propose une feuille de route opérationnelle déclinée en quatre chapitres majeurs, chacun constituant un chantier de dignité nationale. Il ne s'agit pas d'une énième réflexion théorique, mais d'un appel à l'action fondé sur douze années d'expérience de terrain dans le secteur de l'inclusion économique et sociale.

L'ambition est claire : transformer l'inquiétude en action, la colère en solutions, et l'élan populaire en politiques publiques concrètes et mesurables. Chaque chapitre identifie des constats précis, propose des solutions pragmatiques, fixe des objectifs chiffrés à l'horizon 2030, et désigne les parties prenantes responsables de leur mise en œuvre.

CHAPITRE I : **PAS DE FUTUR SANS JEUNESSE** **Libérer l'avenir, quand chaque jeune compte**

LE CONSTAT

La jeunesse marocaine vit une crise multidimensionnelle. Le taux de chômage des 15-24 ans atteint 36,7%, soit près de trois fois la moyenne nationale. Plus alarmant encore, 4,5 millions de jeunes (15-34 ans) sont en situation de NEET – ni en emploi, ni en études, ni en formation. Ce chiffre représente un tiers de la jeunesse marocaine.

Derrière ces statistiques se cachent des trajectoires brisées : des diplômés d'ingénierie devenus vendeurs ambulants et des milliers d'adolescents qui ont tenté, le 15 septembre 2024, le « Grand Exode » vers Fnideq, révélant au grand jour une détresse trop longtemps ignorée.

Cette situation résulte d'un désalignement systémique entre quatre piliers fondamentaux :

- **L'école en crise** : Classé 71^e en mathématiques et 79^e en compréhension de l'écrit (PISA 2022), le système éducatif marocain ne remplit plus sa mission d'ascenseur social. Près de 300 000 jeunes décrochent chaque année, et la qualité de l'enseignement s'effrite, particulièrement dans les zones rurales.
- **L'orientation sans boussole** : Avec un seul conseiller pour 2 950 élèves (voire 5 000 dans certaines provinces), l'orientation scolaire est devenue un labyrinthe où 80% des jeunes construisent leur projet d'avenir se fiant aux conseils empiriques de leur entourage.

- **La formation professionnelle en décalage** : Malgré des infrastructures modernes, le taux d'insertion des diplômés plafonne à 63%, avec de profondes disparités régionales. La perception dévalorisée de la formation professionnelle (75% des collégiens la considèrent comme une voie de relégation) et l'absence de reconnaissance des acquis empêchent son plein potentiel.
- **L'entrepreneuriat de nécessité** : loin d'être un choix porteur de croissance, l'entrepreneuriat s'impose surtout comme une stratégie de survie nourrie par les limites du système éducatif, l'exclusion du marché formel et l'inefficacité des dispositifs d'appui, dans un écosystème fragilisé par un vide juridique, illustré notamment par l'absence de cadre légal pour l'Économie Sociale et Solidaire, qui empêche l'émergence d'initiatives réellement durables et inclusives.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE ?

Le chapitre propose une transformation systémique articulée autour de cinq axes :

1. **Réinventer l'école** en revalorisant le métier d'enseignant, en modernisant la pédagogie, en territorialisant la gouvernance éducative, et en reconstruisant le lien école-famille-communauté.
2. **Refonder l'orientation** en créant un réseau structuré associant conseillers d'orientation et société civile formée, en digitalisant les outils d'accompagnement, et en donnant vie à des plateformes comme JAD Orientation qui parlent le langage de la Génération Z.
3. **Transformer la formation professionnelle** en reconnaissant le statut de l'apprenti, en contractualisant l'engagement du secteur privé (rémunération obligatoire des stagiaires, incitations fiscales), en mettant en place un système de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE), et en généralisant les Écoles et Académies de la Nouvelle Chance.
4. **Libérer l'entrepreneuriat social** en promulguant la loi sur l'Économie Sociale et Solidaire (en attente depuis 2016), en créant un statut d'entreprise sociale permettant la facturation d'activités économiques au service de missions sociales, et en simplifiant radicalement les démarches administratives.

- 5. Responsabiliser les acteurs locaux** en donnant aux chefs de division sociale et coordinateurs régionaux une marge de manœuvre pour adapter les programmes nationaux aux réalités territoriales.

LE CAP A HORIZON 2030 ?

- Réduire de moitié le taux de chômage des jeunes
- Ramener le taux de décrochage scolaire sous 5%
- Doubler le taux de maîtrise des compétences de base dès le primaire
- Porter le taux d'insertion des diplômés de la formation professionnelle à 80%
- Faire passer le taux d'inactivité des 15-34 ans sous la barre des 20%

CHAPITRE II : LA MOITIÉ DU CIEL, 100% DU POTENTIEL Quand les femmes gagnent, le Maroc avance

LE CONSTAT

Les femmes marocaines représentent plus de 53% des diplômés de l'enseignement supérieur, dominant les résultats du baccalauréat, et incarnent l'excellence académique. Pourtant, cette réussite éducative ne se traduit pas en influence économique ou politique.

Le travail invisible qui coûte cher : Les Marocaines consacrent en moyenne 5 heures par jour aux tâches domestiques et au care, contre moins d'une heure pour les hommes. Ce déséquilibre empêche leur participation économique et prive le pays d'un potentiel colossal. Selon la DEPF et l'ONU Femmes, lever les seules barrières à l'activité féminine ferait progresser le PIB par habitant de +22,8%. Atteindre la parité totale générerait une hausse du PIB global d'environ +39,5%, soit plus de 700 milliards de dirhams.

Les plafonds de verre qui persistent : Les femmes n'occupent que 17% des postes de haute responsabilité dans l'administration publique, 8% dans les conseils

d'administration du secteur privé, et seulement 3% des présidences de collectivités territoriales.

Les violences multiformes : 37% des Marocaines ont subi au moins une forme de violence dans l'espace public (HCP, 2019). Les violences ne se limitent plus au foyer : elles se sont digitalisées (27% des 18-35 ans ont subi une cyberviolence), économisées (40% des femmes actives n'ont pas accès librement à leurs revenus), et institutionnalisées (obstacles administratifs). La loi 103-13 contre les violences faites aux femmes, adoptée en 2018, reste largement inappliquée faute de moyens et de formation des acteurs.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE ?

Le chapitre propose une triple transformation :

- 1. Reconnaître et professionnaliser le care** en créant un statut du proche aidant, en structurant un réseau national d'assistantes maternelles à domicile (formation certifiante, agrément, labellisation), et en développant des services de garde accessibles dans chaque province. L'objectif : faire du care un secteur d'emploi formel créant 30 000 postes qualifiés d'ici 2030.
- 2. Briser les plafonds de verre** par des mécanismes transparents de nomination, des quotas évolutifs assortis d'évaluation publique, l'égalité salariale obligatoire à poste égal, et un label « Égalité professionnelle » pour les entreprises. Les marchés publics seraient conditionnés à des critères de diversité dans la gouvernance.
- 3. Faire vivre la loi 103-13** en créant un écosystème complet de protection : numéro d'urgence unifié, formation obligatoire des policiers et magistrats, maillage territorial d'au moins un centre d'hébergement par province, cellule nationale contre la cyber-violence pleinement opérationnelle, accessible et démocratisée et programme « Villes sûres pour les femmes » repensant l'éclairage, les transports et les espaces publics.

LE CAP A HORIZON 2030 ?

- Porter le taux d'activité féminine de 19,1% à 35% ;
- Créer 30 000 emplois certifiés dans les métiers de l'assistance maternelle à domicile ;
- Atteindre 35% de femmes dans les conseils d'administration publics et les postes de direction ;
- Garantir 50% des enfants de 0-3 ans couverts par un service de garde formel ;
- Zéro impunité : 100% des plaintes pour violences traitées avec suivi judiciaire ;
- Intégrer la valeur du care dans les comptes satellites du PIB.

CHAPITRE III : DU POIDS DES ÂGES À LA FORCE DES GÉNÉRATIONS Un Maroc pour tous les âges

LE CONSTAT

Le Maroc vit une transformation démographique majeure et silencieuse. Le pays vieillit à grande vitesse : les personnes de plus de 60 ans passeront de 4,3 millions aujourd'hui (13,8% de la population) à près de 10 millions en 2050 (un quart de la population). Dans le même temps, la fécondité a chuté de 7,2 enfants par femme en 1962 à 2,2 aujourd'hui.

L'effritement du premier filet social : La famille élargie, qui représentait 40% des ménages en 1994, n'en compte plus que 20% en 2022. Cette atomisation familiale laisse les aînés de plus en plus isolés, tandis que les aidants familiaux – principalement des femmes, souvent les « sœurs piliers » – s'épuisent sans reconnaissance, statut ni soutien.

Un système de retraite en danger : Le ratio entre actifs cotisants et retraités, qui atteignait encore 15 pour 1 en 1980, est tombé à moins de 2 pour 1 en 2022. Le déficit cumulé des régimes pourrait dépasser 50 milliards de dirhams à l'horizon 2030, d'autant que 77% de la population active travaille dans l'informel sans cotisation.

Un désert institutionnel : Moins de 1% des personnes âgées ont accès à un dispositif d'accompagnement adapté. Le pays ne compte que 92 établissements de protection sociale pour tout le territoire, soit une couverture inférieure à 0,2%. Les professionnels formés sont moins de 10 000, et 70% des communes rurales ne disposent d'aucune offre d'accueil ni d'aide à domicile.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE ?

Le chapitre propose de transformer le défi démographique en opportunité de solidarité intergénérationnelle :

1. **Reconstruire le lien intergénérationnel** en instaurant un statut du proche aidant (accès au RSU, congés solidaires, couverture sociale), en formant 10 000 aidants familiaux, notamment les sœurs pivots, et en encourageant l'habitat intergénérationnel, où jeunes et aînés cohabitent et se soutiennent mutuellement.
2. **Sauver la soutenabilité du système** en élargissant la base contributive par l'intégration massive des jeunes NEETs (1 million de nouveaux cotisants), des femmes actives (1 million de cotisantes supplémentaires), et des migrants (100 000 travailleurs étrangers formalisés). Créer un Fonds de réserve intergénérationnel doté de 10 milliards de dirhams pour absorber les chocs démographiques.
3. **Bâtir une économie du care** en multipliant les centres d'accueil de jour (un par province), en créant 20 000 postes certifiés d'aidants à la personne reconnus par un statut national, et en mobilisant les foyers féminins et associations comme lieux de formation. S'inspirer du programme FAPAR de l'IECD Maroc qui forme des accompagnants pour personnes à autonomie réduite.

LE CAP A HORIZON 2030 ?

- Ratio cotisants/retraités porté à 4 pour 1 (contre 2,13 aujourd'hui) ;
- Taux de couverture retraite à 80% des actifs (contre 45% aujourd'hui) ;
- 20 000 nouveaux emplois qualifiés dans les métiers du care ;
- 1 dispositif local de soutien et 1 centre d'accueil de jour par province ;

- 10 000 aidants familiaux formés et reconnus ;
- Économie sociale du care générant plus de 3 milliards de dirhams par an.

CHAPITRE IV : LE CONTRAT SOCIAL À RÉINVENTER Refaire pacte, refaire nation

LE CONSTAT

Derrière la modernité apparente du Maroc, une crise silencieuse s'installe : celle de la confiance institutionnelle et du lien civique. Les infrastructures montent, mais la confiance descend. Un jeune sur deux déclare « ne pas faire confiance aux institutions publiques » (TIZI, 2024).

Une gouvernance centralisée et figée : La Charte de déconcentration administrative (2018) devait rapprocher la décision du terrain. Pourtant, 75% des décisions budgétaires locales demeurent dépendantes de l'administration centrale, et seuls 8 ministères sur 39 appliquent pleinement la charte. Le Conseil Consultatif de la Jeunesse et de l'Action Associative (CCJAA), prévu par la Constitution 2011, n'a toujours pas été activé 14 ans après sa création institutionnelle.

Une jeunesse désenchantée mais pas apathique : La participation électorale des 18-35 ans n'a pas dépassé 29% lors des législatives 2021. La Génération Z ne croit pas que voter change tout, mais elle veut changer les choses autrement : par le projet, le contenu, l'impact concret. Le volontariat, bien qu'encadré par la loi 06-18 et le programme Motatawi', reste concentré dans les grandes villes, faiblement visible, et déconnecté des passerelles vers l'emploi.

Un déficit de transparence : Malgré l'existence du portail www.data.gov.ma, la publication des données publiques (budgets communaux, marchés publics, indicateurs de performance) reste fragmentée et peu exploitable. La protection des lanceurs d'alerte est faible, et les mécanismes de reddition de comptes demeurent largement formels.

CE QUE NOUS POUVONS FAIRE ?

Le chapitre propose une refondation du contrat social autour de trois piliers :

1. **Activer la proximité et la participation** en donnant enfin vie au CCJAA (nommer ses membres, publier un rapport annuel), en créant des Conseils régionaux de la jeunesse et du volontariat dans chaque région et en rendant la Charte de déconcentration vivante (transférer 30% des budgets sectoriels vers les régions d'ici 2030).
2. **Réinventer l'engagement citoyen** en rendant le Registre National du Volontariat pleinement opérationnel, en reconnaissant officiellement l'expérience bénévole dans les concours publics et recrutements, en créant un label « Entreprise Citoyenne », et en consacrant 1% des budgets communaux à des initiatives citoyennes.
3. **Restaurer la confiance par la transparence** en créant un indice annuel de la confiance publique (pilote par le CESE), en protégeant les lanceurs d'alerte, en enrichissant le portail www.data.gov.ma avec publication intégrale et en temps réel des données budgétaires et de performance, et en adoptant une charte d'intégrité publique signée par élus et hauts fonctionnaires.

LE CAP A HORIZON 2030 ?

- CCJAA opérationnel avec 12 représentants régionaux ;
- 30% des budgets sectoriels transférés aux 12 régions ;
- Taux de participation des jeunes aux élections porté à 50% ;
- 200 000 volontaires recensés dans le registre national ;
- 10% des jeunes engagés dans un programme structuré (contre <1% aujourd'hui) ;
- Taux de confiance citoyenne, envers les institutions, porté à 60% (contre 32% en 2023) ;
- 100% des communes publiant leurs budgets et marchés publics en open data, en temps réel.

CONCLUSION

Le Maroc Social 2030 ne se contente pas de diagnostiquer et proposer. Il appelle à la création immédiate de quatre groupes de travail nationaux et pluridisciplinaires, garants du passage de la réflexion à l'action :

1. **Jeunesse et emploi** – Pour transformer les politiques publiques autour des néo-NEET (Next Entrepreneurs, Educators & Transformers), renforcer l'orientation, la formation, la santé mentale et l'entrepreneuriat.
2. **Femmes et égalité réelle** – Pour traduire les réformes juridiques en avancées concrètes et mesurables, du travail de soin invisible à la gouvernance.
3. **Solidarités et inclusion intergénérationnelle** – Pour retisser les liens entre classes, territoires et âges, et anticiper le vieillissement démographique.
4. **Gouvernance et service public de confiance** – Pour bâtir un État social moderne, transparent, décentralisé et à l'écoute.

Ce livre blanc n'est ni une lamentation ni un programme politique. C'est une feuille de route citoyenne, nourrie de douze années d'expérience de terrain, de centaines de rencontres avec des jeunes, des femmes, des aidants, des enseignants, des entrepreneurs sociaux et des responsables publics. L'ambition est claire : transformer l'inquiétude en action, la colère en solutions, et l'élan populaire en politiques publiques utiles. *Le Maroc Social 2030* n'est pas un slogan, c'est une boussole pour aligner nos ambitions et nos actes.

Le jour où une fille du Haut Atlas aura le même accès à l'école qu'une fille de Rabat, où un jeune de Figuig aura autant de chances qu'un jeune de Casablanca, où une femme pourra marcher sans peur dans sa ville, où un aîné vieillira avec dignité, ce jour-là, le Maroc aura tenu sa promesse. Ce livre est mon engagement personnel pour participer à construire ce Maroc pour ma fille Amber, et à travers elle, pour toute une génération. Un Maroc où progresser ne signifie pas s'arracher, où la réussite ne se mesure pas seulement à la vitesse des trains, mais à la capacité de chaque enfant, femme, jeune et aîné à vivre dignement.

Nous avons la force, le talent, l'énergie et la mémoire des gestes justes. Nous avons prouvé que nous savons nous lever ensemble. Il est temps d'agir.



Oumaima MHIJIR

Social Entrepreneur, Serving Global Communities